

[Text]

to assume all the headaches with no real authority or resources to do an effective and responsible job. That is why self-government with adequate fiscal arrangements is so important in our aspirations. Without a definite and timely commitment to "closing the gap", our people will continue to reject this and any other process.

In 1988 the assembly produced a comprehensive four-volume report on Indian education, which we will table with you today—the result of an extensive four-year community consultation process. In it we estimated that a total cost of between \$411 million and \$552.5 million was required to cover school capital costs for upgrading facilities, the backlog in school classrooms and additional space for children of reinstated parents returning to the reserve. The 5 per cent capping of Indian Affairs capital programs in the last federal budget means our communities can forget any new initiatives to correct these persistent problems for at least the next two years.

While the need for adequate school facilities is obvious, the requirement for First Nations jurisdiction in education is absolute and vital. Without meaningful community-based control, our children will continue to wonder in a path of confusion and despair. Our report identified numerous implementation measures which would facilitate community-based control and at the same time promote parental involvement. Today, we have yet to convince officials to act on those recommendations. Our right to culturally relevant education is not only a fundamental human right, it is a right based on our ancient aboriginal and treaty rights.

Over the years, First Nations have made numerous proposals to promote self-sufficiency, to accelerate progress, to remove obstacles and to settle disputes. Most have been ignored or altered by bureaucrats to suit non-First Nations interests, the interests not necessarily of government but those of bureaucracy. Had more of our initiatives been implemented, we would be much better off today. Had the financial resources been put in place, we would be much better off today. Current fiscal and financial arrangements fall exceedingly short of our needs and expectations. Self-government, without proper resourcing, will continue to be what it is—a sham.

Mr. Chairman, what is most seriously lacking is a genuine and serious commitment from the Prime Minister and his cabinet to forge a new, imaginative and workable relationship with First Nations. Nor will they be found in public officials or ministers with little experience in aboriginal matters. The solutions are political. The solutions will be found in dialogue, conversation and negotiation between the federal government and the leaders of the nations.

[Traduction]

Premières nations peuvent offrir à leurs citoyens. On demande à nos gouvernements d'assumer tous les maux de tête sans avoir véritablement les pouvoirs ou les ressources nécessaires pour effectuer un travail efficace et responsable. Voilà pourquoi l'autonomie politique accompagnée d'arrangements fiscaux adéquats a tellement d'importance dans nos aspirations. Sans un engagement précis et opportun en vue de «refermer l'écart», nos gens continueront de rejeter ce processus et tout autre.

En 1988, l'Assemblée a produit, sur l'éducation des Indiens, un rapport détaillé en quatre volumes que nous déposerons aujourd'hui. C'est le résultat de quatre ans de consultations détaillées auprès de la communauté. Nous avons estimé dans ce rapport qu'il faudrait au total entre 411 et 552,5 millions de dollars d'immobilisations pour moderniser les installations, éliminer les retards dans la construction de classes et fournir de l'espace supplémentaire pour les enfants de parents réinscrits qui reviennent dans les réserves. Comme le dernier budget fédéral a plafonné à 5 p. 100 les programmes d'immobilisations des Affaires indiennes, cela signifie que nos communautés peuvent oublier, pour au moins les deux prochaines années, toute nouvelle mesure qui viserait à corriger ces problèmes persistants.

Le besoin d'installations scolaires adéquates est certes évident, mais le besoin d'autonomie des Premières nations dans le domaine de l'éducation est absolu et vital. Sans contrôle véritable au niveau de la communauté, nos enfants continueront d'errer dans la voie de la confusion et du désespoir. Notre rapport décrit de nombreuses mesures d'implantation qui faciliteraient le contrôle communautaire tout en favorisant la participation des parents. Nous n'avons pas encore réussi à convaincre les dirigeants de donner suite à ces recommandations. Notre droit à une éducation pertinente sur le plan culturel est non seulement un droit fondamental de l'être humain, mais aussi un droit basé sur nos droits aboriginaux anciens et sur nos droits qui découlent des traités.

Au fil des ans, les Premières nations ont présenté nombre de propositions visant à promouvoir l'autonomie politique, à accélérer le progrès, à supprimer les obstacles et à régler les différends. Les fonctionnaires ont ignoré ou modifié la plupart d'entre elles de façon à satisfaire à des intérêts autres que ceux des Premières nations, pas nécessairement ceux du gouvernement, mais plutôt ceux des fonctionnaires. Si l'on avait mis en œuvre un plus grand nombre de nos initiatives et si l'on avait prévu des ressources financières appropriées, nous serions en bien meilleure position aujourd'hui. Les arrangements fiscaux et financiers actuels sont très loin de répondre à nos besoins et à nos attentes. Sans ressources appropriées, l'autonomie politique demeurera ce qu'elle est—de la frime.

Ce qui manque le plus, monsieur le président, c'est que le premier ministre et son Cabinet s'engagent vraiment et sérieusement à établir avec les Premières nations une relation nouvelle, imaginative et pratique. On ne trouvera pas non plus cet engagement chez les fonctionnaires ou les ministres qui ont peu d'expérience des questions autochtones. Les solutions, politiques, découleront des entretiens et des négociations entre le gouvernement fédéral et les dirigeants des nations.